

BAC 2014

Le grand cafouillage

Navigation à vue au niveau du ministère de l'Education. A un mois d'un examen décisif pour des milliers de candidats, le ministre de l'Education annonce la tenue probable d'une seconde session du baccalauréat pour cette année avant de se rétracter. Le cafouillage est total.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Sur un ton des plus détachés, le ministre de l'Education annonçait jeudi que son département pouvait, dès cette édition du baccalauréat, instaurer une seconde session pour les candidats au baccalauréat n'ayant pas obtenu la moyenne requise. Pire encore, il affirme que son département n'avait même pas encore tranché et qu'il ne le fera que mardi prochain.

Une annonce inédite qui intervient à un mois de l'examen. Son département est revenu hier à la charge pour apporter des précisions à ce qu'il qualifie de «lectures» pas tout à fait exactes de ses propos.

Dans un communiqué, le ministère de l'Education rappelle que le dossier de la session de rattrapage faisait l'objet de consultations depuis décembre dernier et qu'une telle décision était subordonnée à l'aval du gouvernement et ne saurait être

appliquée cette année mais pour l'édition de 2015.

Sans consulter la famille de l'éducation ni ouvrir le débat à ce sujet, Baba Ahmed en avait pourtant fait l'annonce jeudi au moment même où les candidats au baccalauréat entraient dans la dernière ligne droite des révisions pour l'un des examens les plus décisifs.

Comment pareille décision peut-elle être annoncée en cette période de l'année ? Comment des pédagogues ont-ils pu cautionner une telle décision de nature à perturber des élèves censés rester concentrés sur leurs révisions ?

Visiblement au niveau du ministère de l'Education, ce paramètre n'a pas du tout été pris en compte, en témoignent les déclarations du ministre de l'Education sur le plateau du journal télévisé de la télévision publique.

Baba Ahmed, il y a tout juste quelques semaines, clamait que



Baba Ahmed se rétracte.

Photo : NewPress

la réflexion était en cours et que même si une décision en faveur de l'instauration d'une deuxième session était prise elle ne concernerait certainement pas la session 2014 du bac.

Il avait évoqué une large concertation avec la famille de l'éducation avant de faire un choix en faveur de la réhabilitation de la fiche de synthèse ou de

la mise en place d'une deuxième session. Deux options en ballottage au niveau du département de l'éducation. Il s'agit là d'un chantier essentiel. Un tel cafouillage à un mois de l'examen renseigne sur l'absence totale d'une réelle politique ou d'une stratégie en mesure de faire sortir l'école de son marasme. Dès son installation à la tête

d'un des plus sensibles départements ministériels, Baba Ahmed n'avait pas caché son intention de ne pas faire de révolution. Il ambitionnait tout juste de rester dans le sillage de son prédécesseur sans bouleverser un système sclérosé et ayant souffert, des années durant, de réformes et de contre-réformes.

Les dernières déclarations du ministre de l'Education puis les mises au point de son département ne font qu'accentuer un malaise né déjà d'une année fortement perturbée par de nombreuses grèves.

La gestion catastrophique de ce dossier aura eu pour conséquence la mise à l'écart du premier responsable du secteur. La gestion de la crise avait été confiée à son collègue chargé de la réforme du secteur public.

Un désaveu pour Baba Ahmed qui a aujourd'hui la lourde tâche d'organiser une session du baccalauréat en évitant le scénario de la triche généralisée de la session précédente et en préservant la sérénité des candidats et de l'ensemble de la famille de l'éducation, à un mois des épreuves du baccalauréat.

N. I.

PRIX DE L'EAU POTABLE

Aucune hausse à l'ordre du jour, selon le ministre

Pour le ministre des Ressources en eau, la hausse du prix de l'eau potable n'a jamais été à l'ordre du jour. Il a également exclu une pénurie quelconque en eau durant l'été prochain.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Même si pour Hocine Necib, le prix de l'eau facturé actuellement demeure «symbolique», il n'est pas question de le revoir à la hausse.

Intervenant, hier, au forum d'El Moudjahid à Alger, le ministre des Ressources en eau

affirme qu'il n'y aura aucune pénurie d'alimentation en eau durant l'été. «A 82%, le taux de remplissage des barrages est très satisfaisant. De même pour le niveau de régénération des nappes albiennes qui est intéressant». S'agissant du traitement des eaux usées, il indique que 151 stations d'épuration sont en exploitation dont la plupart sont certifiées ISO. Un nombre qui sera porté à 180 stations d'épuration pour atteindre 1,2 milliard de m³ d'eaux épurées, précise-t-il.

Necib évoque, ainsi, le projet pilote à Alger et à Oran pour le traitement tertiaire des eaux usées. «Toutes les stations vont jusqu'au traitement secondaire des eaux usées. Le traitement tertiaire permettra d'épurer davantage cette eau et de la rendre plus propre pour l'irrigation pas uniquement des cultures céréalières mais aussi des cultures maraîchères», explique-t-il.

Et de poursuivre : «Aujourd'hui, nous disposons de 1,2 million d'hectares de terres irriguées. Notre ambition est de

porter cette surface à 2,2 millions d'hectares irrigués.»

Quant à la prévention des inondations, le premier responsable du secteur rappelle le programme convenu avec l'Union européenne. Selon lui, ce projet permettra une meilleure visibilité d'où, la signature d'un contrat pour équiper plusieurs wilayas notamment les plus touchées par ce fléau avec des instruments de prévision et alerte.

«Ces équipements interviennent pour faciliter le suivi de ce phénomène et permettront de

déclencher l'alerte trois à quatre heures avant la survenue des inondations», explique-t-il encore.

A cet effet, 30 milliards de dinars ont été déjà investis. Seulement, ajoute le ministre, les besoins sont beaucoup plus importants pour venir à régler ce phénomène. «Une étude a démontré que protéger l'ensemble du territoire national des inondations nécessite 300 milliards de dinars mais nous y allons graduellement», dit-il.

R. N.

LA LAITERIE DE BIRKHADEM DE NOUVEAU PARALYSÉE

La crise du lait en sachet de retour ?

La grève observée depuis jeudi dernier par les travailleurs de la laiterie de Birkhadem provoquera-t-elle une énième tension sur le lait en sachet ? Du côté du ministère de l'Agriculture, on a vite fait appel à la laiterie de Aïn Defla pour augmenter la production et faire face à une éventuelle crise.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A l'origine de la grève observée par les travailleurs de l'Onil de Birkhadem, «la non-application», selon des sources syndicales, «des accords conclus entre les représentants des travailleurs et l'employeur et contenus dans la convention collective».

D'après les mêmes sources, «le directeur de l'usine aurait refusé de donner suite à nos revendications légitimes, ce qui nous a contraint à observer un arrêt de travail».

La grève se poursuit toujours et sera aujourd'hui au centre d'une négociation entre les

représentants des travailleurs et la direction générale de l'usine, en présence des représentants de l'Onil et du ministère de l'Agriculture.

La laiterie publique de Birkhadem qui produit environ 400 000 litres par jour, approvisionne la globalité du centre, de l'ouest algérois et une bonne partie de l'est de la capitale. Jeudi dernier, les travailleurs de cette laiterie avaient assuré la production matinale, qui est de 200 000 litres avant d'observer un arrêt de travail le soir.

En conséquence, 200 000 autres litres (production du soir) ont manqué dans les étals des

magasins, depuis avant-hier. Face à cette situation, les quantités de poudre de lait destinées à la laiterie de Birkhadem, ont été distribuées à 6 autres laiteries qui interviennent dans la capitale pour leur permettre d'augmenter leur production et compenser ainsi le manque de ce produit sur le marché suite à cette grève.

En cas de poursuite de la grève, du côté de l'Onil, en tant qu'office de régulation, «on a pris toutes les dispositions nécessaires pour assurer la disponibilité du lait en sachet sur les étals, en espérant toutefois que «la situation se normalise le plus rapidement possible».

Pour rappel, les dernières pénuries de lait en sachet sont dues notamment au manque de la poudre de lait. Les responsables de l'Onil sont catégoriques sur cette question : «L'Onil



La laiterie publique de Birkhadem produit 400 000 litres par jour.

Photo : DR

affirme que les quotas de poudre de lait sont respectés, mais les patrons des usines de production se plaignent du manque en poudre de lait», affirme Boulouar, le porte-parole de

l'UGCAA, qui plaide pour la révision de la politique de subvention de la poudre de lait qui bénéficie davantage aux «producteurs étrangers et importateurs».

A. B.